



**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

Entrée le :

21 JUIN 2016

2167

**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre des Députés**  
Luxembourg, le 21 juin 2016

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions parlementaires à Monsieur le Ministre des Sports au sujet du Sportlycée.

Le Sportlycée, institué par la loi du 21 juillet 2012, offre une organisation scolaire avec un horaire hebdomadaire adapté aux besoins des jeunes sportifs. Le Lycée est ouvert à tous les élèves faisant partie d'un cadre national d'une fédération. Les inscriptions se font sur base de propositions des fédérations sportives ayant signé une convention avec le Lycée. Par la suite, les élèves sont invités à des tests d'entrée.

Or, selon nos informations, le Sportlycée n'envisage pas de renouveler la convention conclue avec la fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information ?
- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Lycée ne renouvèle-t-il pas la convention avec la FLNS ?
- Est-ce que la convention avec le FLNS est la seule qui ne sera pas renouvelée ?
- De jeunes nageurs, qui désirent combiner leur sport de haut niveau et leur scolarité, peuvent-ils toujours s'inscrire au Sportlycée ?
- Que se passe-t-il avec les élèves qui sont déjà inscrits au Lycée ? Peuvent-ils continuer leur scolarité ?
- Comment le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation ?
- Bien que la collaboration entre le Sportlycée et les fédérations est réglée par des conventions, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'adopter un cadre réglementaire qui définit clairement les droits et obligations des différents partenaires qui participent au projet « Sportlycée » ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt  
Députée